

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)

RÉFÉRENCE DE LA CONSULTATION : 2025066A

OBJET DU MARCHÉ :
TRAVAUX DE RÉFECTION PONCTUELLE DE LA TOITURE
MÉTALLIQUE DU GYMNASÉ DE MONTILLOT
LOT UNIQUE

Acheteur public (maître d'ouvrage) :

Département de l'Yonne – 16-18, boulevard de la Marne – 89089 AUXERRE CEDEX
SIRET : 228 900 015 00238

Gestionnaire du marché :

Pôle des Infrastructures Départementales/ Direction du Patrimoine Bâti/ Service Maîtrise
d'ouvrage

Maître d'œuvre :

FRIZOT CONCEPT - 20 rue de l'Europe - 71000 MACON
Courriel : frizotconcept@wanadoo.fr

REMISE DES OFFRES (exclusivement électroniques)

Date limite de réception : Lundi 19 mai 2025

Heure limite de réception : 12h00

Table des matières

1 INFORMATIONS PRÉALABLES.....	3
2 OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Lieu d'exécution.....	4
2.3 Maîtrise d'œuvre.....	4
2.4 Étendue de la consultation.....	4
2.5 Organisation de l'achat.....	4
2.6 Nomenclature communautaire.....	5
3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	5
3.1 Durée du marché et délai d'exécution.....	5
3.2 Variantes.....	5
3.3 Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.4 Modalité de financement du marché.....	5
3.5 Conditions particulières d'exécution.....	5
4 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	6
4.1 Contenu du DCE.....	6
4.2 Mise à disposition du DCE par voie électronique.....	6
4.3 Modifications du DCE.....	6
4.4 Renseignements complémentaires et questions des candidats.....	7
5 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
5.1 Conditions de participation.....	7
5.2 Durée de validité des offres.....	8
6 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
6.1 Pièces de la candidature.....	9
6.2 Pièces de l'offre.....	10
6.3 Documents à produire pour l'attribution du marché.....	11
7 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
7.1 Examen des candidatures.....	14
7.2 Sélection des offres.....	15
7.3 Négociation.....	16
7.4 Choix de l'attributaire.....	16
8 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	17
8.1 Modalités de remises des offres.....	17
8.2 Modalités de transmission.....	17
8.3 Précautions à prendre à l'avance pour répondre aisément par voie électronique.....	17
8.4 Copie de sauvegarde.....	17
9 VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX.....	19
10 RÈGLEMENT DES LITIGES.....	20
10.1 Coordonnées.....	20
10.2 Introduction des recours.....	20

1 INFORMATIONS PRÉALABLES

IMPORTANT

En l'application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique.

Ainsi, tout au long de la consultation, les échanges et demandes de documents (demandes de compléments, information aux candidats non retenus, lettre de notification) s'effectueront uniquement par voie dématérialisée.

En conséquence, les candidats doivent obligatoirement :

- **Indiquer sur la première page de l'acte d'engagement une adresse de messagerie électronique régulièrement consultée.** Les candidats peuvent renseigner une ou plusieurs adresse(s) électronique(s).

Attention aux filtres anti-spam : les courriels envoyés via la plateforme sont reçus sous l'adresse nepasrepondre@ternum-bfc.fr. Si le candidat utilise un filtre anti-spam, il convient donc d'ajouter cette adresse dans la liste blanche de sa messagerie afin que les courriels (questions-réponses, demande de compléments...) envoyés depuis la plateforme de dématérialisation ne soient pas filtrés.

- **Répondre à la consultation par dépôt électronique** sur la plate-forme Territoires Numériques (<https://marches.ternum-bfc.fr>) selon les modalités détaillées dans le présent document.
- **De préférence, être détenteurs, en cas d'attribution, d'un certificat de signature électronique** qualifié en l'application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

2 OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 Objet du marché

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

Travaux de réfection ponctuelle de la toiture métallique du gymnase de Montillot

2.2 Lieu d'exécution

GYMNASE – rue des Framboisiers – 89660 MONTILLOT

2.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

FRIZOT CONCEPT

20 rue de l'Europe

71000 MACON

Courriel : frizotconcept@wanadoo.fr

Téléphone : 06 84 72 21 72

2.4 Étendue de la consultation

2.4.1 Mode de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée.

2.4.2 Technique d'achat

Sans objet.

2.4.3 Marché spécifique

Sans objet.

2.5 Organisation de l'achat

2.5.1 Décomposition en lots

Sans objet.

2.5.2 Décomposition en tranches

Sans objet.

2.6 Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Numéro	Intitulé
45261210-9	Travaux de couverture

3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 Durée du marché et délai d'exécution

3.1.1 Durée du marché

La durée de validité du marché commence à compter de sa notification et prend fin à compter de la notification du décompte général et définitif.

3.1.2 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est de 8 semaines (dont une période de préparation de 7 jours calendaires maximum) à compter de la date de notification de l'ordre de service fixant le démarrage des travaux .

3.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue pour cette consultation.

3.4 Modalité de financement du marché

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal du département de l'Yonne.

Sont expressément désignés pour les règlements relatifs au présent marché :

- Comme ordonnateur : le Président du département de l'Yonne ;
- Comme comptable chargé du paiement : le Payeur de la trésorerie départementale.

3.5 Conditions particulières d'exécution

3.5.1 Clause environnementale

La présente consultation comporte des éléments à caractère environnemental prévus au CCAP.

3.5.2 Clause sociale

Cette consultation ne comporte aucune clause sociale.

3.5.3 Marché réservé

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-15 à L.2113-16 et R.2113-7 à R.2113-8 du Code de la commande publique.

4 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 Contenu du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les documents suivants :

Numéro de la pièce	Intitulé de la pièce
1	Le présent règlement de consultation (RC)
2	L'acte d'engagement (AE) et son annexe
3	La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
4	Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
5	5.1 Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
	5.2 Les 4 plans
	5.3 Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
	5.4 Le plan général de coordination (PGC)
6	Le certificat de visite

4.2 Mise à disposition du DCE par voie électronique

Le DCE est disponible gratuitement par voie électronique sur la plateforme Territoires Numériques (<https://marches.ternum-bfc.fr/>) où les candidats sont invités à consulter les documents.

En cas de téléchargement, la personne physique doit impérativement renseigner ses coordonnées électroniques afin de bénéficier de toutes les informations et modifications complémentaires. Les documents du DCE sont compressés au format ZIP.

Pour lire les documents, les soumissionnaires devront disposer d'un logiciel ZIP, téléchargeable gratuitement sur le site www.ternum-bfc.fr. Les fichiers composants le DCE sont au format .pdf, .odt ou .ods (libreoffice). Les candidats peuvent télécharger gratuitement le logiciel via un lien disponible sur la plateforme Territoires Numériques.

En cas de difficulté, les candidats sont invités à contacter le service d'assistance téléphonique de la plateforme au **0 970 609 909** (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00.

4.3 Modifications du DCE

Le Département de l'Yonne peut apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 jours** avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en tenant compte de cette nouvelle date.

4.4 Renseignements complémentaires et questions des candidats

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir au plus tard **8 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande électronique sur le site <https://marches.ternum-bfc.fr>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Lorsqu'un candidat jugera qu'une (des) erreur(s) ou une (des) omission(s) ou une (des) incohérence(s) ont été commises dans les pièces du dossier de consultation des entreprises, il devra en informer le Département dans les meilleurs délais, par écrit, en stipulant le (les) document(s) concerné(s).

5 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1 Conditions de participation

Il est interdit aux candidats de présenter une offre :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Par ailleurs :

- Un même candidat ne peut représenter plusieurs groupements ;
- Une même personne physique ne peut représenter plusieurs candidats ;
- Un candidat ne peut remettre plusieurs offres à titre individuel.

En cas de groupement d'entreprises, les membres du groupement ainsi que sa forme devront être clairement déterminés au stade de la remise des candidatures et des offres.

L'acheteur n'impose aucune forme de groupement au stade de la remise des candidatures et des offres. Dans l'hypothèse où un groupement serait désigné attributaire, l'acheteur lui imposera de se constituer sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, afin d'assurer la bonne exécution du marché.

5.1.1 Groupement

En cas de groupement d'entreprises, les membres du groupement ainsi que sa forme devront être clairement déterminés au stade de la remise du dossier de candidature. Les pièces à fournir sont détaillées à l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

L'acheteur n'impose aucune forme au stade de la remise des candidatures et des offres.

Toutefois, dans l'hypothèse où le groupement serait désigné attributaire, l'acheteur lui imposera de se constituer sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire afin d'assurer la bonne exécution du marché.

5.1.2 Sous traitance

Conformément à l'article L.2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché ou tout au long de son exécution à condition de

l'avoir déclaré à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toutefois, en l'application des articles L.2193-1 et L.2193-3 du code de la commande publique :

- il est interdit au titulaire de sous-traiter les prestations de fournitures à l'exception des services annexes à ces dernières et des travaux d'installation ou de pose ;
- les prestations suivantes devront impérativement être réalisées par le titulaire ou le membre du groupement désigné pour son exécution

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit l'ensemble des informations suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les articles L.2141-1 à L.2141-6 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique (ou formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Un acte spécial de sous-traitance (ou formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) comprenant les informations prévues à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique à savoir :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes versées au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance.
- Les documents justifiant des garanties et capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant pour la réalisation des travaux qu'il aura la charge d'exécuter tels qu'exigés à l'article 6.1 du règlement de la consultation.
- Le cas échéant, les documents à remettre au stade de l'attribution du marché décrits à l'article 6.3 du présent règlement de la consultation.

5.2 Durée de validité des offres

Les offres sont valables pendant **5 (cinq) mois (soit 150 jours)** à partir de la date limite de réception des offres.

6 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il est utilement rappelé aux candidats les éléments suivants :

1°) Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

2°) Les candidats sont dispensés de fournir, dans leur dossier de candidature :

- Les documents et renseignements accessibles en ligne par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à la double condition :
 - Que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace ;
 - Que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Pour faire usage de cette possibilité, le candidat doit indiquer avec précision l'objet et la référence de la consultation dans laquelle il a fourni tous ces renseignements et déclarations.

3°) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessous, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés :

- Par une déclaration sous serment ;
- Dans les pays où une telle procédure n'existe pas : par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

6.1 Pièces de la candidature

6.1.1 Pièces à fournir

Numéro de la pièce	Intitulé de la pièce
1	Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion à une procédure de passation de marché
Document permettant d'apprécier la situation juridique du candidat	
2	La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants remplie (DC1 ou forme libre)
Documents permettant d'apprécier la capacité économique du candidat	
3	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre)
Document permettant d'apprécier la capacité technique et professionnelle du candidat	
4	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à

	bonne fin	
5	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (QUALIBAT ou équivalent)	
	5.1	Échafaudages N° 1411 : Échafaudages fixes (technicité courante)
	5.2	charpente en bois N° 2312 Charpente traditionnelle (technicité courante)
	5.3	Couverture N° 3152 Couverture en métaux sauf plomb (technicité confirmée)
	Le Département accepte tout moyen de preuve équivalent. Les entreprises justifiant d'une liste de références (technicité confirmée) dans les domaines concernés pourront déroger à la fourniture de ces certificats. La liste de références devra mentionner précisément des opérations antérieures similaires déjà effectuées, tant sur le plan technique que de la logistique et de la configuration générale des travaux.	

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent également utiliser le **DUME** (Document Unique de Marchés Européen), à créer à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Les candidats de création récente peuvent justifier de leurs capacités financières, techniques et professionnelles par d'autres moyens que ceux énumérés ci-dessus. L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat.

6.1.2 Présentation des dossiers de candidatures en cas de groupement ou de sous-traitance

En cas de groupement ou de sous-traitance, les pièces énumérées ci-dessus doivent être produites pour chaque membre du groupement ou pour chaque sous-traitant.

En outre, en cas de sous-traitance, le candidat devra produire une déclaration signée en original par le sous-traitant indiquant qu'il mettra bien ses moyens à disposition (DC4 ou forme libre).

6.2 Pièces de l'offre

6.2.1 Pièces à fournir

Numéro de la pièce	Intitulé de la pièce
1	L'acte d'engagement
2	La décomposition du prix global et forfaitaire
3	Un mémoire technique détaillé permettant d'apprécier le critère 2 « valeur technique » de l'offre (10 pages maximum)
4	Le certificat de visite obligatoire

6.2.2 Signature de l'offre

La signature de l'offre n'est pas exigée au stade de la remise du pli.

Dans le cas où l'attestation sur l'honneur et l'acte d'engagement ne seraient pas signés, il sera demandé au candidat désigné attributaire d'adresser ces documents signés.

Le candidat devra alors remettre ces documents par voie dématérialisée :

- **Datés et signés électroniquement au moyen d'un certificat de signature qualifié**, en application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- **Datés et signés de manière manuscrite (uniquement si le candidat ne dispose pas de certificat électronique)** : les documents originaux seront transmis par le candidat par dépôt ou envoi postal en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Département de l'Yonne
Direction des Affaires Juridiques et de l'Achat Public
16-18, boulevard de la Marne
Plot 1, Étage 3, bureau 3.1.05
(de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00)
89089 AUXERRE

6.3 Documents à produire pour l'attribution du marché

Le(s) candidat(s) auquel(s) (incluant les co-traitants et les sous-traitants) il sera envisagé d'attribuer le marché devra (devront) produire, avant la signature du marché les pièces, attestations et certificats suivants :

- **Pour les entreprises établies en France**

Numéro de la pièce	Intitulé de la pièce
Attestation(s) d'assurance à remettre avant tout commencement d'exécution (en cours de validité à la date de la signature du marché)	
1	Une attestation délivrée par une compagnie d'assurance justifiant que le candidat est titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile et professionnelle pour dommages de toutes natures causés aux tiers
2	Une attestation délivrée par une compagnie d'assurance justifiant que le candidat a souscrit à une garantie décennale dans le domaine de la construction
Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique	
3	Une attestation sur l'honneur signée électroniquement certifiant que le candidat n'a pas fait l'objet : <ul style="list-style-type: none">➤ d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-1 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne➤ d'une sanction pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du

	même code ou de l'article 225-1 du code pénal ➤ d'une condamnation au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés
4	Une attestation de régularité fiscale datant de moins de 3 mois
5	Une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois
6	Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K-bis, le cas échéant faisant état de la procédure collective) datant de moins de 3 mois, ou pour les entreprises en cours de création, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription
7	Pour les entreprises en redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcés
8	Pour les entreprises employant des salariés étrangers : une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

• **Pour les entreprises établies à l'étranger**

Numéro de la pièce	Intitulé de la pièce
Attestation(s) d'assurance à remettre avant tout commencement d'exécution (en cours de validité à la date de la signature du marché)	
1	Une attestation délivrée par une compagnie d'assurance justifiant que le candidat est titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile et professionnelle pour dommages de toutes natures causés aux tiers
2	Une attestation délivrée par une compagnie d'assurance justifiant que le candidat a souscrit à une garantie décennale dans le domaine de la construction
Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-9 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique	
3	Une attestation sur l'honneur signée certifiant que le candidat n'a pas fait l'objet : ➤ d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-1 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne ➤ d'une sanction pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ➤ d'une condamnation au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés
4	Un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement justifiant que le candidat a souscrits aux obligations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles
5	Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à

	recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre
6	<p>Un extrait du registre professionnel pertinent, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat</p> <p>OU</p> <p>Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement</p>

7 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Examen des candidatures

7.1.1 Compétences minimales exigées

Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (QUALIBAT ou équivalent) sont demandés au titre des pièces de la candidature.

7.1.2 Complément des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Cette faculté est laissée au libre choix du Département qui a la possibilité de procéder ou non au complément des dossiers de candidature.

Par ailleurs, si le Département envisage d'exclure le candidat pour un des motifs prévus aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique, le candidat sera invité au préalable à justifier qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements énoncés et démontrer que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

7.1.3 Méthode d'analyse des candidatures

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au regard des renseignements demandés ci-dessus.

En cas de groupement ou de sous-traitance, les garanties et capacités financières, techniques et professionnelles sont analysées dans leur globalité. Il n'est pas demandé à chaque co-traitant et sous-traitant de disposer de l'ensemble des garanties et capacités exigées. Toutefois, le candidat doit justifier qu'il disposera bien des moyens et compétences des opérateurs économiques précités pour l'exécution du marché.

Le Département peut vérifier la qualité des références présentées, c'est pourquoi le candidat doit transmettre les coordonnées de l'opérateur économique pour le compte duquel il a réalisé les prestations.

7.1.4 Motifs d'élimination des candidatures

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures :

- Lorsque la candidature est arrivée hors délai ;
- Lorsque le dossier de candidature est incomplet ;
- Lorsque le candidat ou le groupement ne présente pas les garanties et capacités exigées par l'acheteur ;
- Lorsque le candidat est frappé d'un des motifs d'exclusion de plein droit prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique, sauf exception prévue à l'article L. 2141-6 du code de la commande publique ;
- Lorsque le candidat est frappé d'un des motifs d'exclusion laissés à l'appréciation de l'acheteur prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;

- Lorsque l'attributaire ne fournit pas les documents demandés à l'article 6.3 du présent document dans le délai imparti.

7.2 Sélection des offres

7.2.1 Régularisation des offres

Préalablement à l'analyse des offres, le Département vérifie que ces dernières sont régulières, acceptables et appropriées au sens des articles L. 2152-2 à L. 2152-4 et R. 2152-1 du code de la commande publique.

Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières ou inacceptables, dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse. Dans tous les cas, cette régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Par ailleurs, l'acheteur vérifie qu'aucune des offres n'est anormalement basse au sens de l'article L. 2152-5 du code de la commande publique. En cas de doute, le candidat sera invité à fournir des précisions et des justifications sur le montant de son offre. Après vérification des justifications fournies, si le Département établit que l'offre est anormalement basse, il rejettera cette dernière.

7.2.2 Critères de jugement des offres

Les critères et sous-critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondérations
Critère 1 : Prix des prestations Apprécié au regard du montant total du prix global et forfaitaire. Le candidat proposant l'offre la moins-disante aura une note de 60 points. Les notes des autres candidats seront calculées de la manière suivante : (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre du candidat) X 60	60 points
Critère 2 : Valeur technique Apprécié au regard du mémoire technique détaillant les sous-critères suivants :	40 points
Sous-critère 1 : Méthodologie (phasage des travaux), délais d'intervention, moyens techniques et humains (effectif que le candidat s'engage à dédier au chantier)	20 points
Sous-critère 2 : Qualité des matériaux, matériels et équipements proposés en précisant dans une notice, les caractéristiques (technique, provenance, qualité, protection de l'environnement...)	15 points
Sous-critère 3 : Déroulement du chantier, suivi et traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier dans le respect des normes environnementales	5 points

Les indications de l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre. Dans le cas où des erreurs seraient constatées dans l'offre d'un candidat, il pourra être invité à les corriger.

7.2.3 Méthode d'analyse des offres

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables et anormalement basses, l'ensemble des critères est noté sur 100, en fonction de la pondération et de la note de chacun.

Chaque critère sera noté sur la base des informations fournies dans les dossiers d'offre remis.

Une note globale sera déterminée pour chacune des offres par addition des notes obtenues pour chaque critère. L'offre obtenant la meilleure note étant classée première.

En cas d'égalité de note entre les candidats, il sera pris en compte l'offre qui aura obtenu la meilleure note sur le critère dont la pondération est la plus élevée, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins-disante sera retenue.

7.3 Négociation

Le Département se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou d'engager une négociation.

7.3.1 Participation à la négociation

En cas de négociation, celle-ci sera engagée avec tous les candidats, après élimination des offres inappropriées. Les candidats ayant présenté une offre irrégulière ou inacceptable seront invités à la régulariser.

7.3.2 Modalités de la négociation

Les modalités de la négociation seront indiquées ultérieurement, étant précisé que :

- En cas de négociation écrite : les candidats seront informés par courriel, via le profil d'acheteur, des points sur lesquels le Département souhaite négocier et les conditions de remise d'une nouvelle offre. Dans le cas où aucune nouvelle offre ne serait remise, le candidat sera jugé sur sa proposition initiale ;
- En cas de négociation orale : le Département informera les candidats de la date et du lieu de tenue de l'entretien, éventuellement accompagné des points sur lesquels portera la négociation. À l'issue de cette rencontre, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre.

Le Département se réserve la possibilité d'engager un ou plusieurs tours de négociation.

7.4 Choix de l'attributaire

L'offre la mieux classée sera retenue, à titre provisoire, en attendant que le candidat (et ses co-traitants ou sous-traitants le cas échéant) produise(nt) les attestations et certificats prévus à l'article 6.3 du présent document.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne transmettrait pas ces documents signés dans les délais indiqués, il sera considéré comme renonçant à son offre. Le Département s'adressera au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Le département de l'Yonne se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la consultation.

8 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

8.1 Modalités de remises des offres

SEULE LA RÉPONSE ÉLECTRONIQUE EST AUTORISÉE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande **les plis doivent obligatoirement être adressés sous forme dématérialisée** via le site Internet : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Les candidats peuvent contacter l'assistance téléphonique **0 970 609 909** (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00.

8.2 Modalités de transmission

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Il est donc conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Attention : Chaque candidat recevra un accusé de réception électronique accusant d'une date certaine de réception. Si le candidat ne reçoit pas d'accusé réception électronique, cela signifie que l'offre n'a pas été transmise.

8.3 Précautions à prendre à l'avance pour répondre aisément par voie électronique

Afin de s'assurer que leurs équipements sont bien configurés, le Département invite fortement les candidats à utiliser, préalablement au dépôt de leur(s) offre(s), les consultations tests prévues à leur disposition sur la plateforme Territoire Numérique.

Il est recommandé aux candidats d'envoyer leur offre électronique au moins deux heures avant la clôture de la consultation afin de tenir compte des délais de mise en ligne et transmission qui peuvent prendre plusieurs minutes.

Les offres électroniques doivent être déposées dans leur intégralité avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation.

Attention : Toute offre dont le dépôt sur la plate-forme aurait débuté avant la date et l'heure limites de remise des offres mais dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites de remise sera déclarée hors délai.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

8.4 Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires qui le souhaitent, peuvent, en complément de la transmission de leur offre électronique sur la plate-forme <https://marches.ternum-bfc.fr>, effectuer une copie de sauvegarde, conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique.

Le candidat peuvent ainsi effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Attention, cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** » ainsi que les coordonnées du candidat ainsi que la référence et l'objet du marché.

La copie de sauvegarde doit être adressée par dépôt remis contre récépissé ou par courrier avec accusé de réception à :

Monsieur le Président du Département de l'Yonne
Direction des Affaires Juridiques et de l'Achat Public
16 – 18 boulevard de la Marne
Plot 1, Étage 3, bureau 3.1.05
(de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00)
89089 AUXERRE

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

9 VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX

Compte tenu de la spécificité des travaux, les candidats devront **obligatoirement** se rendre sur le site.

À l'issue de cette visite, il leur sera délivré **un certificat qui devra être joint à leur offre**.

Les entreprises ayant déjà connaissance des lieux et de l'état actuel de la toiture peuvent s'affranchir de la visite. En tout état de cause, l'entreprise supportera le risque de ne pas se rendre à la visite obligatoire dans le cadre de la remise de son offre.

Pour cette visite, ils devront s'adresser soit :

Au maître d'ouvrage :

Département de l'Yonne
Pôle des Infrastructures Départementales / Direction du Patrimoine Bâti / Service Maîtrise d'ouvrage
Monsieur Bertrand THOMAS
16-18, boulevard de la Marne
89000 AUXERRE
Tél. : 03 86 72 84 48 ou 06 74 33 78 47
Courriel : bertrand.thomas@yonne.fr

OU

Auprès de :

Commune de MONTILLOT
11 rue des Framboisiers
89660 MONTILLOT

Tél. : 03 86 33 48 52

OU

Communauté de Commune Avallon Vézelay Morvan
9 rue Carnot
89200 AVALLON

03 86 34 93 12

À ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît, notamment, avant la remise de son offre :

- Avoir pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc. ;
- Avoir contrôlé les indications des documents de la consultation ;
- S'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.

10 RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de contentieux, le tribunal administratif de Dijon est compétent.

10.1 Coordonnées

Tribunal administratif de Dijon
22, rue d'Assas – BP 61616 – 21016 DIJON CEDEX
Tél : 03 80 73 91 00 – Fax : 03 80 73 39 89
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
URL : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

10.2 Introduction des recours

Conformément à la réglementation, les décisions prises dans le cadre de la présente consultation sont contestables, en déposant auprès du Tribunal Administratif de Dijon (22, rue d'Assas – BP 61616 – 21016 DIJON CEDEX) ou par transmission dématérialisée sur le site www.telerecours.fr :

- Soit un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative,
- Soit un recours en référé contractuel après la signature du marché, dans les trente et un jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci, conformément aux articles L.551-13 à L.551-23 du même Code.

Il est également possible d'exercer un recours par voie administrative (recours gracieux) dans un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre de rejet de la candidature.

Enfin, dans l'hypothèse d'une déclaration d'infructuosité de la procédure, le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir contre cette décision, devant le tribunal administratif susmentionné. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de la notification de la lettre de rejet de la candidature.